

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 16 (1958)

Heft: 3

Vorwort

Autor: Golay, Jean

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Editorial

Depuis plus de quinze ans qu'elle existe, la « Revue économique et sociale » s'est toujours tenue éloignée de toute tendance partisane par souci d'objectivité comme aussi par scrupule intellectuel, afin de mieux rester fidèle au but qu'elle s'est fixé dès sa création : être une fidèle informatrice des faits et des idées sur le plan économique et social. Dégagé ainsi de toute règle préconçue qui ne pourrait être qu'un affaiblissement de notre position, nous pouvons d'autant plus aisément accorder la plus large audience aux idées nouvelles qui annoncent de profondes transformations économiques dont l'Europe est le théâtre et l'enjeu et dont peut-être la rapidité de réalisation ne manquera pas de prendre au dépourvu maints de nos compatriotes. C'est non seulement la structure de notre économie qui pourrait être affectée par cette révolution, mais tout aussi bien notre conception des rapports entre nations, entre entreprises, entre individus eux-mêmes. D'aucuns pensent que le rythme de l'évolution est même encore trop lent face aux problèmes européens qui selon eux appellent des solutions urgentes et fondamentales. Si extraordinaire que cela puisse paraître, il semble que notre continent était moins déchiré et moins divisé il y a un siècle, alors que chaque grande puissance pratiquait sa propre politique, sans guère se soucier des besoins des autres, qu'en 1958 où l'idée d'une intégration européenne est l'objectif et la préoccupation de tous pour mieux se défendre contre l'idéologie communiste qui nous est si étrangère. Or, au fur et à mesure que l'on aborde les questions qui se posent à ce niveau et auxquelles on cherche une solution, on en mesure toute la complexité. L'idée admise, il faut la réaliser. La Suisse sait qu'elle sera touchée dans sa structure économique par l'intégration qui se prépare. Elle en est anxieuse, car elle sait qu'elle ne pourra pas se dérober aux conséquences de cette évolution puisqu'elle se trouve au centre de l'Europe et aux trois-quarts encerclée par les Six.

Notre public est-il vraiment informé de la partie décisive qui se joue à ses frontières et même déjà à l'intérieur de celles-ci ? On peut

se le demander. Pour répondre à cette nécessité d'information, l'Institut universitaire de hautes Etudes internationales, à Genève, vient de consacrer un cycle d'études à l'examen des problèmes que pose aujourd'hui à la Suisse l'intégration européenne. « Pour ne pas être inédit, ce sujet n'en est pas moins très peu connu. Mal informée, se contentant de généralités sans intérêt, l'opinion publique est loin de se rendre compte de l'actualité et de l'ampleur des problèmes que l'intégration européenne soulève. »

Voilà pourquoi la « Revue économique et sociale » a pensé qu'il était utile et nécessaire de combler dans la mesure de ses moyens cette lacune. Sans doute, nos lecteurs ont déjà eu l'occasion à plus d'une reprise de s'initier à quelques-uns des aspects de l'intégration. Par la plume autorisée de M. le ministre Hans Schaffner et en recourant plus d'une fois à la compétence de M. le professeur Henri Rieben, nous avons présenté à nos abonnés, depuis bientôt deux ans, des documents du plus haut intérêt, indispensables pour comprendre le fond de la question. Aujourd'hui, désireux d'apporter une nouvelle contribution, spécialement sous l'angle de la Suisse, nous sommes heureux de pouvoir accorder une plus large audience à quatre des exposés faits à Genève du 30 juin au 4 juillet 1958.

Il nous a paru opportun de présenter l'introduction très condensée, tant par la forme que par le fond, de M. le professeur Jacques Freymond, directeur de l'Institut, qui s'est plus particulièrement intéressé à l'aspect politique de l'intégration. En analysant le problème du « GATT » devant le Marché commun et la Zone de libre-échange, M. Jean Royer, secrétaire exécutif-adjoint de cette institution, montre les très bonnes raisons qu'il y aurait à la mieux utiliser, puisqu'elle présente l'immense avantage d'être mondiale. Les spécialistes de l'industrie suisse ont poussé suffisamment leurs recherches et leur analyse du Traité de Rome pour qu'ils puissent dès maintenant dresser un bilan concret des conséquences que la mise en place des institutions du Marché commun ou de la Zone de libre-échange aura sur tel ou tel secteur de notre économie ; M. André Mottu, ingénieur, étudie les incidences de l'intégration sur l'industrie suisse des machines et M. Jean Egli, sur l'industrie chimique.

Voilà pour la Suisse, qui n'est pas seule à se poser des problèmes et à souhaiter une intégration qui, selon son optique, serait plus souple dans ses applications que le Marché commun. La position de la Grande-Bretagne, par certains côtés, est proche de la nôtre. Nous

avons demandé à un économiste anglais, M. Michael Shanks, de nous exposer les motifs qui expliquent l'attitude de son pays en face d'une collaboration plus étroite avec le continent.

Puisse cette nouvelle contribution éclairer objectivement nos lecteurs et leur permettre de mieux prendre conscience des problèmes dont dépend partiellement notre avenir.

JEAN GOLAY.